

## #13

16 décembre 2011

### Contact

CDEM-SAPD  
1, place Joffre  
75700 PARIS SP 007  
www.cdem.defense.gouv.fr  
Tel : 01 44 42 85 98

#### A l'attention du lecteur

Ce bulletin de veille a pour objet d'éclairer un événement marquant de l'actualité récente, d'en qualifier l'importance et d'en apprécier les conséquences éventuelles, à partir des analyses et des arguments d'experts internationaux. Les sources mentionnées ne sont en aucun cas exhaustives.

POINT SUR :

## LA RUSSIE ET LA PRATIQUE DU SOFT POWER

Ce que l'Occident voit de la nature autoritaire du régime russe (atteinte à la liberté de la presse, manœuvres contre l'opposition, etc.), ce qu'il sait de la corruption qui contamine le fonctionnement des structures décisionnelles, ce qu'il comprend des conditions sociales formant l'ordinaire de l'individu russe, à travers la lecture des indices démographiques et sanitaires, ce qu'il déduit des phases de durcissement de la politique étrangère de Moscou, n'est pas propre à donner du pays une image attractive<sup>1</sup>. Dès son premier mandat présidentiel, Vladimir Poutine, tout en ne s'interdisant pas le recours à la force en cas de menace contre des intérêts stratégiques, a manifesté la volonté de modifier cette image<sup>2</sup>. Pour rééquilibrer une vision jugée réductrice de la réalité locale, des experts russes ont par ailleurs suggéré que les médias nationaux diffusés à l'étranger rendent justice aux « visages heureux d'un peuple doué, passionné, indépendant, et qui réussit »<sup>3</sup>. Au-delà du soupçon d'incapacité qu'aurait le pouvoir de Moscou à s'extraire de la logique impérialiste, peut-être faut-il faire entrer de la complexité dans l'analyse du Soft Power à la russe, pour tenter d'en appréhender les réussites et les ambiguïtés.

### 1. MONDIALISATION ET NOUVELLES FORMES DE POUVOIR

**Cooptation versus coercition.** Depuis la fin de la guerre froide, la vie internationale fonctionnerait de moins en moins sur le mode de la coercition. Compte tenu des facilités de communication et de la multiplication des problèmes transnationaux exigeant des réponses globales, les ressources intangibles mobilisées par le Soft Power sont devenues un élément prépondérant de la puissance et de l'influence des Etats. Le concept de Soft Power, qui a émergé en 1990 et s'est imposé quasiment d'emblée aux Etats-Unis et en Europe, est défini comme « la capacité d'un acteur politique à infléchir en sa faveur l'attitude d'autres acteurs par l'attraction, plutôt que par la coercition ou la rétribution »<sup>4</sup>. Face aux instruments de contrainte traditionnels du Hard Power, qui assoient la domination d'un Etat sur d'autres par l'influence politique, la puissance économique ou la force militaire, le Soft Power tend à convaincre par le pouvoir de séduction du modèle promu<sup>5</sup>, à travers ses valeurs, sa culture, son corpus idéologique, sa prospérité, son influence au sein des organisations internationales, etc. Quant au Smart Power ou pouvoir intelligent, nouvelle matrice de l'administration Obama, il se présente comme l'aptitude à combiner habilement les deux autres types de ressources, en fonction des circonstances<sup>6</sup>.

<sup>1</sup> Géopolitique de la Russie. *Diplomatie, affaires stratégiques et relations internationales*, Les grands dossiers n° 5, octobre-novembre 2011, 100 p.

<sup>2</sup> Crise gazière avec l'Ukraine en 2006 et 2009, guerre avec la Géorgie en 2008.

<sup>3</sup> FILIMONOV, Georgy. Russia's Soft Power Potential. Russia to build up its international influence. *Russia in Global Affairs* [en ligne], 25 décembre 2010. [Consulté le 21/11/2011]. Disponible sur : <http://eng.globalaffairs.ru/print/number/Russias-Soft-Power-Potential-15086>

<sup>4</sup> NYE, Joseph S. *Soft Power : the Means to Success in Worlds Politics*. New York : Public Affairs, 2007. 192 p.

<sup>5</sup> La promotion du Soft Power est assurée via la « diplomatie publique », autre concept fondé sur l'art de faire de la communication utile en direction d'une opinion publique déterminée. Cf. MELISSEN, Jan (dir.). *The New Public Diplomacy. Soft Power in International Relations*. New York : Palgrave Macmillan, 2005. 221 p.

<sup>6</sup> MENDELSON FORMAN, Joanna. Investing in a New Multilateralism. A Smart Power Approach to the United Nations. *CSIS* [en ligne], janvier 2009. 19 p. [Consulté le 25/11/2011]. Disponible sur : [http://csis.org/files/media/csispubs/090128\\_mendelsonforman\\_un\\_smartpower\\_web.pdf](http://csis.org/files/media/csispubs/090128_mendelsonforman_un_smartpower_web.pdf)

**Le cadre global de l'équilibre de la puissance.** Cette définition du « pouvoir doux », par la multiplication même des éléments qu'elle intègre, a le désavantage de diluer son objet essentiel, qui revient bel et bien, pour tous les pays, à défendre leurs intérêts stratégiques. Or, la capacité de mobilisation des instruments du Soft Power par une grande puissance crée, vis-à-vis de pays moins dotés, un déséquilibre de nature à susciter un sentiment de menace potentielle aussi prégnant que dans le cas du Hard Power, et à inciter ces derniers à rechercher les moyens de réduire l'écart. Dans une telle acception du Soft, la logique sous-tendant le type d'équilibre respectivement visé par le Hard et le Soft Power est la même, seuls les leviers diffèrent : le premier est basé sur les constructions armées et les alliances, le second sur le principe de l'alignement, entendu comme l'adhésion d'un groupe d'Etats à des enjeux de développement, à des principes politiques ou à des valeurs communs. Certains experts voient d'ailleurs dans la capacité des grandes puissances à conférer aux valeurs qu'elles véhiculent le statut de normes, susceptibles d'être adoptées par d'autres Etats, la traduction la plus efficace d'une politique de Soft Power réussie. C'est ainsi que la norme serait devenue une ressource cruciale de la géopolitique. Mais dans tous les cas de figure, « le Soft Balancing est la stratégie idéale à mettre en œuvre vis-à-vis d'une puissance hégémonique sans visées coercitives, car il permet de contrer les objectifs de l'hégémon »<sup>7</sup>.

## 2. LE « SOFT POWER », INSTRUMENT RECENT DE LA GEOPOLITIQUE RUSSE

**La décennie 1990 : regards russes sur les années de plomb.** L'effondrement de l'URSS et la difficile période de transition qui a suivi ont créé en Russie un fort sentiment d'humiliation, accentué par la perte d'une partie de l'ancien territoire. Le Kremlin n'a eu de cesse, depuis, de chercher les moyens de redonner au pays un statut de grande puissance, participant de plein droit à la gouvernance mondiale. Si les années 1990 ont été celles de l'aspiration à l'ancrage européen, la déception engendrée par la méfiance persistante de l'Ouest à l'égard de Moscou - que certaines décisions de la politique étrangère du Kremlin n'ont fait qu'amplifier<sup>8</sup> -, par l'expansion de l'OTAN vers l'Est, par la dissémination des normes occidentales dans la sphère d'influence russe, ont suscité en retour un phénomène de rejet du modèle occidental, matérialisé par le glissement progressif de la grande stratégie russe vers l'espace centrasiatique et extrême-oriental, et par la volonté de ses dirigeants, à l'aube des années 2000, de concevoir un modèle alternatif crédible.

**La Révolution orange de 2004** en Ukraine a été un véritable choc pour les élites politiques russes, convaincues qu'aucune contestation populaire encadrée par des organisations non gouvernementales ne pouvait conduire à un changement de régime. Bien que tardive, la prise de conscience de l'importance du Soft Power a conduit Moscou à mettre en place des outils d'influence distincts, selon qu'ils s'adressent aux pays occidentaux, ou aux dirigeants et aux opinions publiques des ex-républiques de l'empire.

**Dynamisme économique, modernisation technologique, esprit d'innovation, respect du droit international,** contribution active à la résolution de problèmes globaux, tels sont quelques-uns des thèmes au centre des *campagnes de communication* du pouvoir russe à l'attention du lointain étranger. Il s'agit à la fois d'attirer les investisseurs et de convaincre le monde que la Russie est un acteur des affaires internationales responsable et respectable. La diffusion de l'information passe par un *effort de traduction* dans des langues accessibles aux non russophones (site de l'agence RIA Novosti), l'organisation de *lieux de dialogue* entre experts ou universitaires internationaux (club de Valdaï, forum de Yaroslav, Eurasian Home), la *télédiffusion* en anglais (Russia Today), l'exploitation d'*épisodes historiques glorieux* (la Grande guerre patriotique et la victoire de 1945), la promotion de *l'art* comme élément d'excellence de la culture russe (le Bolchoï, l'Année de la Russie en France), la création de centres culturels dans plus de trente pays (Fondation Russkij Mir), *le tourisme* des grands espaces et de l'architecture ancienne, les *technopoles* sibériennes et le projet de Silicon Valley à Skolkovo, près de Moscou, la station spatiale internationale, etc. Sur le plan politique, Vladimir Poutine a engagé une politique volontariste d'adhésion aux *organisations multilatérales*, avec plus ou moins de succès (OMC), et le président Medvedev s'est efforcé à plusieurs reprises de positionner la Russie comme un *centre d'initiative politique* (proposition de 2008, restée sans écho, sur un nouveau traité de sécurité pan-européen).

**L'action en direction des ex-républiques soviétiques demeure une priorité** du Kremlin pour construire sa stratégie de politique étrangère. Les outils mis en place dans le cadre du Soft Power visent essentiellement à (re)vivifier les liens anciens, que l'éclatement de l'empire et les réticences des Etats nouvellement indépendants

<sup>7</sup> FERGUSON, Chaka. Soft power as the new norm : How the Chinese-Russian Strategic Partnership (Soft) Balances American Hegemony in an Era of Unipolarity. *FIU Electronic Theses and Dissertations* [en ligne], n° 358, mars 2011. 233 p. [Consulté le 21/11/2011]. Disponible sur : <http://digitalcommons.fiu.edu/etd/358>

<sup>8</sup> Depuis la première guerre de Tchétchénie (1994-1996), la dégradation continue de l'image de la Russie à l'étranger a également eu un impact négatif sur ses intérêts économiques, ce dont témoigne l'échec de la fusion Arcelor / Severstal.

vis-à-vis du pouvoir moscovite ont distendus. Il s'agit pour Moscou de miser sur les biens communs que ces pays partagent encore, au moins en partie. Ainsi, la préservation du rôle de la *langue russe* comme vecteur de communication interethnique, le développement de *l'étude du russe* dans les zones d'intérêt stratégique, l'aide financière à *l'enseignement supérieur* local, souvent démuné, les *formations* dispensées en Russie au bénéfice de futures élites politiques, économiques ou scientifiques, susceptibles de constituer des réseaux d'influence transnationaux, sont des conditions indispensables au maintien et à l'extension de la présence culturelle russe. Les *diasporas* présentes dans le proche étranger sont d'autres points d'appui que les dirigeants russes ne veulent plus négliger : c'est ainsi qu'ont été créés, dans le cadre de la CEI, la Commission gouvernementale pour les affaires des compatriotes de l'étranger, l'Institut des diasporas et de l'intégration, et un Programme d'Etat destiné à financer la réinstallation en Russie. Néanmoins, l'ensemble du dispositif de promotion souffre de lacunes de diverses natures à l'origine du faible écho finalement rencontré.

**Les raisons d'un bilan mitigé.** La « marque nationale »<sup>9</sup> russe peine à s'imposer. En Russie, les esprits pragmatiques l'expliquent surtout par la dispersion des efforts, l'insuffisance de financement, l'absence d'évaluation des résultats obtenus, la centralisation des décisions au plus haut niveau de l'appareil d'Etat, la faible implication des ONG, le manque de vision à long terme. Dans l'espace de la CEI et en Asie centrale, alors que certains Etats attendent du Kremlin qu'il joue le rôle de manager de crise, le potentiel de sympathie reste sous-exploité ; Moscou peine à discerner les leviers les plus efficaces de l'influence, comme l'accueil ou le soutien financier d'étudiants étrangers, dont la mobilité est un instrument de promotion essentiel ; une partie de l'élite russe, ancrée dans d'anciennes habitudes, utilise une rhétorique assez éloignée de la diplomatie publique ; quant aux dirigeants locaux, face aux initiatives de Moscou, ils ont tendance à politiser le discours. Au plan international, la Russie pâtit de ne pas savoir choisir le niveau de représentation requis dans les instances majeures. Quant au langage de confrontation auquel sa classe politique recourt dans les moments de tension, il s'aperçoit l'impact des approches plus constructives. Mais l'essentiel est ailleurs : l'efficacité du Soft Power tient à la superposition d'un modèle attractif et d'une politique cohérente lui donnant corps. La dichotomie du système russe est de mettre en place une politique active pour promouvoir un modèle jugé non attractif<sup>10</sup>.

### 3. SOFT POWER ET POLITIQUE ETRANGERE : LA RUSSIE EN QUETE D'INFLUENCE

Un Etat qui s'affirme lui-même, et/ou est perçu de l'extérieur comme un modèle de réussite économique, politique ou sociale, en séduit d'autres. Mais on l'a vu, au-delà du rayonnement, le Soft Power au service d'une grande puissance peut contribuer à la réalisation d'objectifs stratégiques – surcroît d'influence, adhésion à ses propres normes, subordination économique, etc. - par conséquent constituer un risque pour des pays défendant des intérêts divergents. Les Etats-Unis et certains pays de l'ancienne URSS (Géorgie) voient dans la volonté russe d'intégration de l'espace postsoviétique une forme de Soft Power à la limite du coercitif. De leur côté, les Russes tiennent pour une menace les entreprises américaines ou européennes dans le *Russian World*<sup>11</sup> : c'est d'ailleurs pourquoi l'Union européenne, tout en demeurant le principal partenaire économique du Kremlin, est passée de l'état de modèle à celui de concurrent<sup>12</sup> ; c'est pourquoi, en dépit de coopérations réussies à mettre au compte des équipes au pouvoir à Washington et à Moscou dans quelques domaines de la sécurité, la Russie, qui sait n'avoir pas les moyens de rivaliser avec la première puissance mondiale, s'élève contre l'uni-polarité à l'américaine du monde, promeut les recompositions régionales, et revendique le principe d'une spécificité russe. Pour elle, c'est une affaire de rééquilibrage stratégique.

**Le droit à la différence.** Bien que les liens bilatéraux conservent leur prépondérance dans la pratique politique russe, les coopérations multilatérales sont devenues une composante de plus en plus significative des relations de Moscou avec le reste du monde. Cette approche mixte permet au Kremlin de consolider sa position de tête de file des tenants du multilatéralisme, soucieux de proposer une vision alternative des relations internationales ; elle lui

<sup>9</sup> « Nation Branding » : terme créé par le conseiller politique britannique Simon Anholt en 1998. Voir sur : <http://www.simonanholt.com/Publications/publications-other-articles.aspx>

<sup>10</sup> KASTOUEVA JEAN, Tatiana. « Soft Power » russe : discours, outils, impact. *IFRI* [en ligne], Russie Nei Reports, n° 5, octobre 2010. 31 p. [Consulté le 28/11/2011]. Disponible sur : <http://www.ifri.org/downloads/ifrikastuevajanrussiastpoweroct2010.pdf>

<sup>11</sup> Sur le concept de *Russian World* comme projet de civilisation, voir le rapport (en russe) de NEKLESSA, Alexander. *Russian World : Civilization of various peoples. Rhodes Forum* [en ligne], 6-10 octobre 2011. 16 p. [Consulté le 02/12/2011]. Disponible sur : <http://www.rhodesforum.org/roundtable-6-russian-world>

<sup>12</sup> GOMART, Thomas. L'Europe dans la politique étrangère russe : nécessaire, mais plus suffisante. *IFRI* [en ligne], Russie Nei Visions, n° 50, mai 2010. 23 p. [Consulté le 29/11/2011]. Disponible sur : <http://www.ifri.org/downloads/ifrigomartrussieueframai2010.pdf>

a valu de pouvoir intégrer les BRICS et de bénéficier, par ce biais, d'une image flatteuse de puissance économique d'avenir. Dans un autre domaine, la promotion du principe de non ingérence dans les affaires intérieures d'un pays, dont les dirigeants russes se sont fait une spécialité à la tribune de l'ONU<sup>13</sup> et qui vise avant tout à préserver leurs propres attributs de souveraineté, obtient l'oreille compréhensive de la Chine et des Etats du Moyen Orient. Enfin, la création de concepts comme celui de « démocratie dirigée »<sup>14</sup>, qui semble de moins en moins bien supportée en interne, si l'on en juge par le recul de *Russie Unie* aux dernières élections législatives, répond au besoin des dirigeants de faire entendre à la scène internationale que les normes occidentales n'ont pas vocation à l'universalité.

**Le tropisme asiatique et les organisations régionales.** Durant la dernière décennie, le constat de la mort lente de la CEI a incité Moscou à mettre en œuvre une stratégie plus nuancée et ciblée pour accroître son influence dans le proche étranger asiatique, en développant des coopérations multilatérales au sein d'organisations régionales de taille moyenne. Instituée en 2001, héritière de la plupart des fonctions économiques dévolues à la CEI, mais intervenant au micro-niveau par souci d'efficacité, la *Communauté économique eurasiatique* (EurAsEc) a mené à terme la création d'une Union douanière, et voté en 2009 l'instauration d'un fonds anti crise financière administré par la Banque eurasiatique de développement, massivement alimenté par l'argent russe. Moscou s'affirme ainsi comme un partenaire économique d'importance, face à la présence américaine et chinoise dans la région. Le cadre de coopération des Etats membres de l'*Organisation de coopération de Shanghai* (OCS)<sup>15</sup> s'est élargi depuis le début des années 1990, intégrant tout un panel de projets économiques (création d'un Club de l'énergie), culturels, humanitaires, et de sécurité non traditionnelle. Ce dernier volet est primordial pour les intérêts stratégiques du Kremlin, affectés par les foyers extrémistes, terroristes et criminels que la zone abrite. Sous ce rapport, la perspective du retrait total d'Afghanistan des troupes de l'OTAN est une préoccupation partagée par la Russie, les républiques centrasiatiques, l'Inde, le Pakistan et la Chine ; à l'horizon 2014, le SCO aura assurément un rôle critique à jouer dans la stabilisation de la région<sup>16</sup>. Le dispositif d'influence russe s'appuie enfin sur l'*Organisation du traité de sécurité collective* (OTSC), centrée sur la coopération militaire traditionnelle. Ce maillage permet à la Russie de garder sous contrôle certains domaines stratégiques de la coopération multilatérale, tout en apportant à ses partenaires des garanties de fiabilité qui lui redonnent un espace d'influence<sup>17</sup>.

**Le Soft Power à la russe, fausse piste ou début timide ?** Le passif historique, autant que la rhétorique et la pratique politiques des dirigeants du Kremlin, continuent à alimenter le soupçon. Les esprits pessimistes voient dans le réarmement russe actuel une preuve de l'incapacité du pays à concevoir et mettre en œuvre un vrai projet de diplomatie publique, au service d'une véritable ambition dans le domaine du Soft Power. Selon le directeur du think tank moscovite *CAST*, « la Russie est condamnée à être le genre de puissance qui a besoin de la puissance militaire ... Le Soft Power ne marche pas chez nous, ... nous sommes incapables de trouver un substitut à la puissance militaire »<sup>18</sup>. Pour d'autres, bien que la modernisation soit utilisée, vis-à-vis des électeurs et de l'étranger, comme un instrument politique parmi d'autres de grandeur nationale retrouvée, elle est objectivement rendue nécessaire par vingt années de négligences<sup>19</sup> qui ont mis en péril l'aptitude opérationnelle des forces : dans ce sens, elle n'est pas a priori contradictoire avec la volonté de Moscou de diversifier ses leviers d'influence. Dans le domaine du Soft Power, les efforts russes sont à l'évidence encore balbutiants et peu rentables, mais le besoin de reconnaissance internationale contraint d'une certaine façon l'élite au pouvoir à entrer, quoi qu'elle en ait, dans la modernité du monde.

---

<sup>13</sup> Prenant par surprise la communauté internationale, la Russie vient de proposer une résolution sur la situation en Syrie, une manière pour elle de fixer l'agenda du Conseil de Sécurité. Voir GENESTE, Alexandra. Volte-face russe sur le dossier syrien. *Le Monde* [en ligne], 16 décembre 2011. [Consulté le 16/12/2011]. Disponible sur :

[http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/12/16/volte-face-russe-sur-le-dossier-syrien\\_1619726\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/12/16/volte-face-russe-sur-le-dossier-syrien_1619726_3218.html)

<sup>14</sup> Concept élaboré par Vladislav Surkov, chef adjoint du cabinet de la Présidence. Voir : GYLDEN, Axel. Surkov, le Raspoutine de Poutine. *L'Express* [en ligne], 15 décembre 2011. [Consulté le 15/12/2011]. Disponible sur :

[http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/surkov-le-raspoutine-de-poutine\\_1061176.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/surkov-le-raspoutine-de-poutine_1061176.html)

<sup>15</sup> Organisation intergouvernementale régionale regroupant la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et la Chine.

<sup>16</sup> DAS KUNDU, Nivedita. SCO a catalyst for Afghan Stability. *Russia & India Report* [en ligne], 31 octobre 2011. [Consulté le 10/12/2011]. Disponible sur : [http://indrus.in/articles/2011/10/31/sco\\_a\\_catalyst\\_for\\_afghan\\_stability\\_13186.html](http://indrus.in/articles/2011/10/31/sco_a_catalyst_for_afghan_stability_13186.html)

<sup>17</sup> ARIS, Stephen. Russia's Approach to Multilateral Cooperation in the Post-Soviet Space : CSTO, EurAsEc and SCO. *RES* [en ligne], Russian Analytical Digest, n° 76, 15 avril 2010, p. 1-6. [Consulté le 30/11/2011]. Disponible sur : <http://www.res.ethz.ch/analysis/rad/>

<sup>18</sup> Ruslan Pukhov, cité dans GROVE, Thomas. Russia feeds arms addiction as soft power fails. *Reuters* [en ligne], 11 octobre 2011. [Consulté le 29/11/2011]. Disponible sur :

<http://www.reuters.com/article/2011/10/11/us-russia-military-idUSTRE79A2CB20111011>

<sup>19</sup> PARIS, Henri. Les raisons profondes du réarmement russe. *Revue Défense nationale*, n° 743, octobre 2011, p. 91-98.